

LE JOUR, 1950
12 MAI 1950

ECONOMIE ET POLITIQUE

L'Evolution de la situation économique depuis la rupture de l'union douanière est, dans son ensemble, nettement favorable au Liban. Cette rupture que nous n'avons point voulue, que nous n'avons point cherchée, se traduit par des avantages certains. Il reste que la situation peut être améliorée et que le temps fera ce que des conversations prématurées ne pourraient faire.

De toutes façons, il faut que les portes syriennes soient ouvertes au Liban pour que le Liban ouvre les siennes, et non pas seulement pour la production locale des deux pays, car alors nous n'aurions rien fait ; parce que le territoire libanais est petit et parce que la densité de la population libanaise est si forte, nous serions submergés sans contrepartie.

Que des accords puissent se faire sur tel article et tel autre, quand le temps viendra, nous le voulons bien ; mais pour l'ensemble nous ferions clairement un marché de dupes.

Pour que nous puissions acheter librement les produits syriens, il faut que la Syrie puisse acheter librement nos services. Car, nous faisons ici du commerce comme la Syrie fait du blé.

Au demeurant, nous aussi nous avons une agriculture, et aussi riche, au moins, toutes choses égales, si moins abondante ; nous avons les fruits, nous avons le tabac ; nous avons les cultures maraîchères. Et même les céréales, mon Dieu, si nous le voulions, nos agriculteurs en feraient davantage. Mais il vaut mieux que le Liban se consacre aux cultures plus appréciées ; car le blé se trouve partout tandis que les pommes et les cerises, par exemple, il faut aller loin pour les voir mûrir sur l'arbre.

D'un autre point de vue, le Gouvernement libanais ne doit pas s'amuser à faire sa politique électorale avec la politique douanière ; il ne lui est pas permis d'étendre à ce secteur vital le champ de ses faveurs. Ce serait vraiment trahir la cité.

Nos industries viables, il faut les aider, mais sans jouer avec les douanes. Au-delà du palier raisonnable, c'est sous d'autres formes qu'il faut chercher le secours. Et nous irons sans hésiter jusqu'à recommander au besoin la prime à l'exportation.

Mais si l'on touche aux bases du système, c'est une folie que l'on commet.

Tout additionné, on peut affirmer que, devant la rupture, le pays a réagi mieux que le Gouvernement n'a fait ; car le Gouvernement n'a eu de l'opération que le spectacle ; tandis que le commerce fait les efforts les plus méritoires pour que le point de vue du citoyen prévale sur celui du commerçant.

Ce n'est plus, encore une fois, le temps de la faveur et de l'empirisme. Des mesures inconsidérées justifieraient les critiques les plus fermes et les plus directes.

Le Gouvernement a cette maladie de faire plaisir aux gens, à tout prix, quand il ne les assomme pas. Il faut qu'il guérisse de cette maladie, et que la hantise électorale ne le conduise pas à ébranler l'économie, comme il a ébranlé autre chose, pour le bonheur d'un quarteron de privilégiés.